AR Prefecture

017-211702378-20250409-2025_2_1-DE

Reçu le 11/04/2025

XTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

TELETRANSMIS AU **CONTROLE DE LEGALITE**

Sous le N° 017 - 211702378 -- 2025

Accusé de Réception Préfecture

N°2025-2-1

Nombre de Conseillers en exercice:...... 15 présents :..... 10 votants: 10

L'an deux mil vingt cinq

Le 9 avril

Le Conseil Municipal de la commune de MOEZE

dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,

à la Mairie, sous la présidence de M. Didier PORTRON, Maire.

Date de convocation : le 4 avril 2025

PRESENTS: MM. PORTRON, de FLEURIAN, CHASSAY, BENACEUR, **BRUNETEAU** et MARCOUX.

COUESNON, CHEVEAU, MEUNIER et VIGER.

ABSENTS excusés: M. Jean-Christophe NOGUES, M. Jean-François CHEVALIER et Mme Corinne CHARPENTIER.

ABSENTES: Mme Sandrine DUBAN et Mme Laura

BOISEAU.

SECRETAIRE : Mme Elsa COUESNON

OBJET: SALLE POLYVALENTE - MODIFICATION AU MARCHE DE TRAVAUX - LOT 5 PLÂTRERIE FAUX PLAFONDS AVENANT N°2

Vu le Code des Collectivités Territoriales.

Vu la délibération n°2023-7-1 du 20 décembre 2023 relative à la signature des marchés des entreprises attribuant notamment le lot n°5 Plâtrerie/Menuiseries Bois à l'entreprise BMS17, Considérant les différentes réunions de chantier,

Le Maire présente le bilan financier, joint à la présente délibération et établi par le maître d'œuvre, suite aux modifications effectuées suivant l'avancement du chantier et nécessitant un réajustement des marchés par avenant.

Il présente l'avenant n°2 au lot 5 Plâtrerie/Faux Plafonds de l'entreprise BMS17 d'un montant de 2 351.59 € HT soit 2 821.91 € TTC.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité des votants :

- d'approuver l'avenant n°2 au marché de travaux conformément au bilan financier établi par le maître d'œuvre (annexé à la présente) du lot 5 Plâtrerie/Faux Plafonds de l'entreprise BMS17 d'un montant de 2 351.59 € HT soit 2 821.91 € TTC,
- de charger Monsieur le Maire d'effectuer toutes les démarches nécessaires à la conclusion de cet avenant.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Fait à MOEZE, le 9 avril 2025 Extrait certifié conforme, Le Maire, M. Didier PORTRON